



## **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES COMMUN A TOUS LES LOTS**

### **ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES ( CCAG FCS 2021)**

---

**Abattage, élagage et dessouchage d'arbres des berges  
et canaux et rivières des voies navigables des UTI  
Marne et Canaux Picardie Champagne-Ardenne**

---

**N° du CCTP : 2025-ABATTAGE-CPCA-UM**

**VOIES NAVIGABLES DE FRANCE  
- Direction Territoriale Bassin de la Seine et Loire aval  
Unité Territoriale d'Itinéraire Marne  
Barrage de la Marne  
77100 MEAUX**

## SOMMAIRE

Chapitre 1 : Dispositions générales.....	3
Article 1.1 : Objet du marché et localisation .....	3
Plans .....	4
Article 1.2 : Consistance des travaux.....	5
1.2.1 : Nature des arbres à traiter .....	6
1.2.2 : Nature des travaux .....	6
1.2.3 - Abattage, élagage d'arbres.....	6
1.2.4- Mise à blanc d'un secteur prédéfini.....	7
1.2.5 - Enlèvement de souches.....	7
1.2.6- Essouchage de souches .....	8
1.2.7 - Enlèvement d'embâcles su la voie d'eau.....	8
Chapitre 2 : Modalités générales d'exécution.....	8
Article 2.1 : Conditions générales d'exécution.....	8
Article 2.2 : Responsabilité de l'entrepreneur .....	9
Article 2.3 : Représentant de l'entreprise.....	10
Article 2.4 : Etat et connaissance des lieux.....	10
Article 2.5 : Sécurité .....	10
2.5.1 : Préservation des réseaux .....	11
2.5.2 : Préservation des riverains .....	11
2.5.3 : Préservation des usagers de la voie d'eau.....	11
2.5.4 : Engins de guerre rencontrés au cours des travaux .....	11
Article 2.6 : Moyens et matériels .....	11
Article 2.7 : Accès.....	12
Article 2.8 : Emplacements mis à la disposition de l'entreprise.....	12
Article 2.9 : Évacuation des produits bois .....	12
Article 2.10 : Brûlage et broyage .....	12
Article 2.11 : Propreté et nettoyage du chantier.....	13
Article 2.12 : Programmation des travaux et disponibilité de l'entreprise .....	13
2.12.1 : Modalité de commande des travaux .....	13
2.12.2 : Date d'intervention et délai d'exécution.....	13
2.12.3 : Respect du délai d'exécution .....	13
2.12.4 : Réunions .....	13
2.12.5 : Compte-rendu des interventions .....	14
2.12.6 : Journal de chantier .....	14
2.12.7 : Réception des travaux .....	14
Article 2.13 : Sujétions d'exécution liées à l'environnement .....	14
Article 2.14 : Sujétions résultant des contraintes de circulation ou d'exécution simultanée de travaux étrangers à l'entreprise .....	14
Article 2.15 : Contraintes particulières d'exécution .....	15
Article 2.16 - Clauses environnementales.....	15

## Chapitre 1 : Dispositions générales

### **Article 1.1 : Objet du marché et localisation**

Le présent marché concerne l'abattage, l'élagage et le dessouchage d'arbres en bordure des voies navigables situées sur le secteur de l'Unité Territoriale d'Itinéraire Canaux de Picardie Champagne-Ardenne (UTI-CPCA) et de l'UTI MARNE de la Direction Territoriale Bassin de la Seine et Loire aval (DTBS).

Les voies concernées (y compris les canaux de dérivation, rigoles) sont :

Canal de la Marne au Rhin (Pk 0,00 à 3,161) - Canal entre Champagne et Bourgogne (Pk 0,00 à 1,038) – Canal latéral à la Marne (Pk 0,00 à 48,665) - Canal de l'Aisne à la Marne - Embranchement de Vouziers - Canal des Ardennes - Canal latéral à l'Aisne - Rivière Aisne – Canal de l'Oise à l'Aisne - Canal latéral à l'Oise 2 - Canal de Saint-Quentin - Canal de la Sambre à l'Oise - Branche de la Fère et leurs annexes sur le secteur de l'UTI-CPCA

Et

Canal latéral à la Marne (Pk 48,665 à 66,668) - Embranchement d'Épernay - Rivière de Marne du Pk 0,000 au Pk 166,600 – Canal de Chalifert – Canal de Chelles et leurs annexes sur le secteur de l'UTI-Marne

Les lots géographiques sont les suivants :

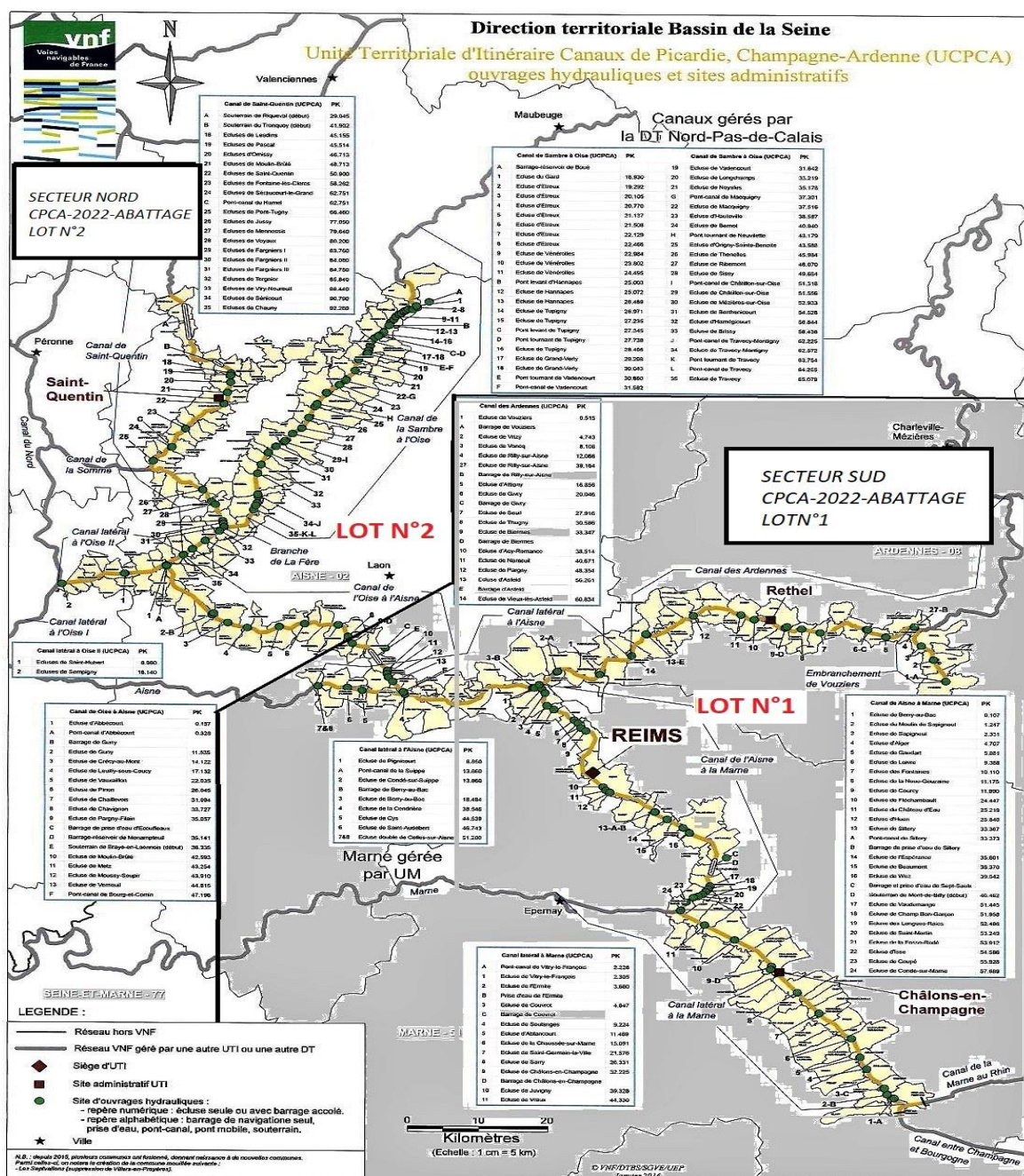
**Lot N° 1** : Secteur Sud CPCA : Canal de la Marne au Rhin (Pk 0.00 à Pk 3.161), Canal entre Champagne et Bourgogne (Pk 0.000 à 1.038), Canal latéral à la Marne (Pk 0.000 à 48.665) - Canal de l'Aisne à la Marne - Embranchement de Vouziers- Canal des Ardennes - Canal latéral à l'Aisne - Rivière Aisne - Canal de l'Oise à l'Aisne (Pk 35.057 à jonction avec le CLA) et toutes leurs annexes.

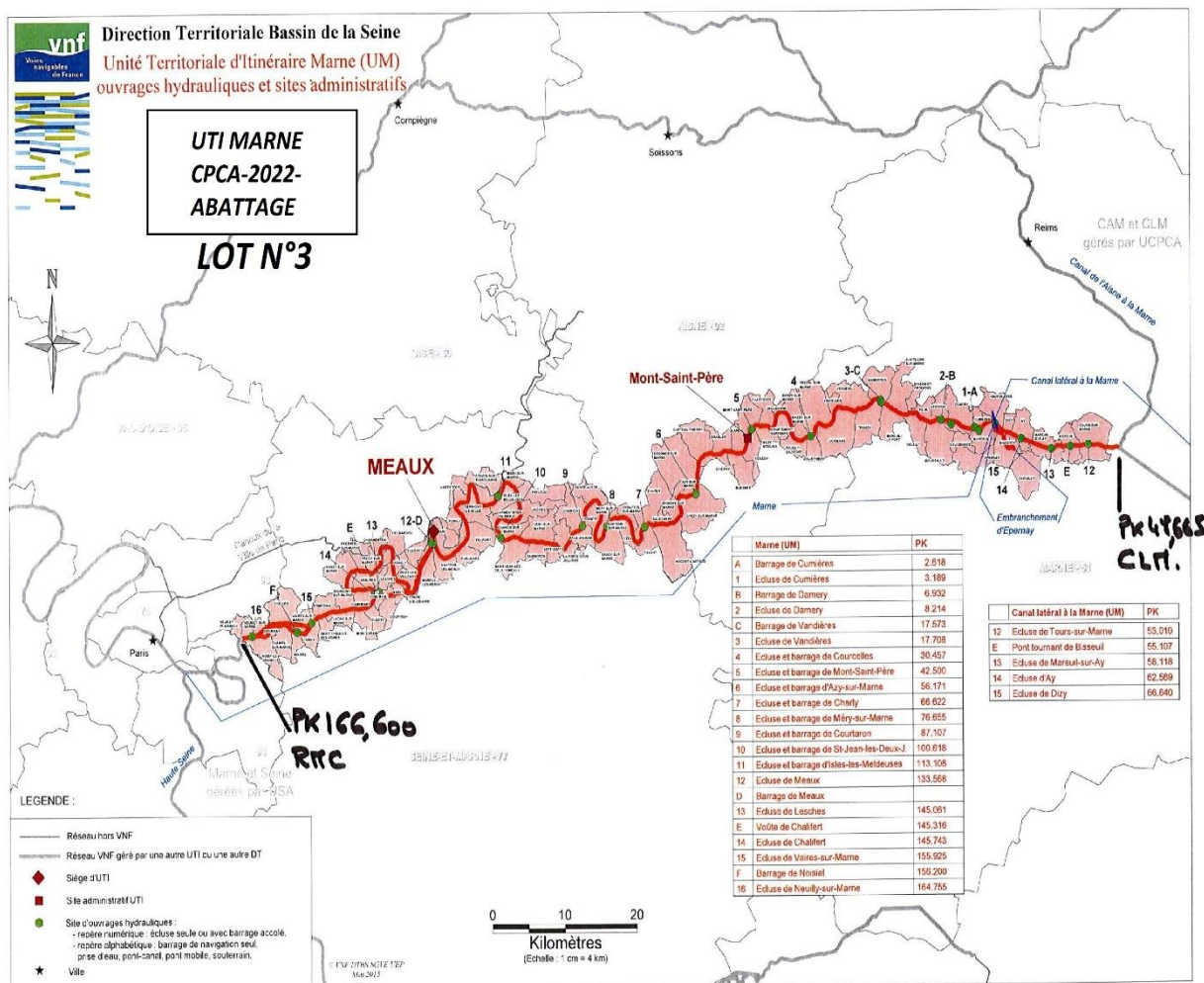
**Lot N° 2** : - Secteur Nord CPCA : Canal de l'Oise à l'Aisne (Pk 0.000 à 35.057) - Canal latéral à l'Oise 2 - Canal de Saint-Quentin - Canal de la Sambre à l'Oise - Branche de la Fère et toutes leurs annexes.

**Lot N° 3** :

Canal latéral à la Marne (Pk 48,665 à 66,668) - Embranchement d'Épernay - Rivière de Marne du Pk 0,000 au Pk 166,600 – Canal de Chalifert – Canal de Chelles et leurs annexes sur le secteur de l'UTI-Marne.

## Plans





## Article 1.2 : Consistance des travaux

Pour chaque lot des secteurs de canaux ou rivières ont été identifiés.

**L'attention du titulaire est particulièrement attirée sur les conditions d'accès aux travaux ; nombreux sont les arbres dont la prise en charge sera plus aisée par une approche fluviale.**

**Il est donc demandé au titulaire de disposer de moyens fluviaux et terrestres pour assurer les opérations d'enlèvement, de stockage et de transport des bois.**

Ces travaux comprennent notamment :

- L'élagage et l'abattage sélectif d'arbres,
- L'enlèvement d'obstacles et embâcles dans le lit et sur les berges de la rivière,
- L'évacuation des bois et déblais provenant des travaux.

Le programme de travaux fait l'objet de bons de commande.

Les travaux seront réalisés **de l'amont vers l'aval** (par tronçon) de telle sorte que les débris, végétaux ou autres qui échapperaient aux machines et aux ouvriers, puissent être récupérés en aval.

Toutefois, l'Entrepreneur devra veiller à ce que le grossissement des embâcles ou atterrissements à l'aval de la zone d'intervention n'entraîne pas de désordres préjudiciables aux ouvrages publics ou particuliers.



### **1.2.1 : Nature des arbres à traiter**

- Arbres déracinés ou partiellement déracinés présentant un danger,
- Arbres sur la berge avec souche en berge, debout ou couchés,
- Arbres en rivière avec souche dans l'eau,
- Troncs flottants.
- Ensemble d'arbres de toute taille avec la broussaille

Les arbres à abattre, à élaguer et les souches à enlever seront répertoriés, repérés et marqués par le Maître d'œuvre, avant toute prestation, en présence de l'entreprise.

Une attention particulière sera portée sur le respect strict des quantités ainsi définies en fonction du Détail Estimatif (D. E.).

### **1.2.2 : Nature des travaux**

Les travaux pourront être réalisés à partir de la rivière/du canal ou depuis la berge quand cela sera possible, avec toutes les précautions d'usage, par tous les moyens manuels et mécaniques à la convenance de l'entrepreneur, sous réserve néanmoins d'un accord du Maître d'œuvre. Ce dernier se réserve le droit d'interdire les moyens ou méthodes susceptibles de porter un quelconque préjudice, immédiat ou à terme à la zone environnante. Pour ces mêmes raisons, il pourra être demandé à l'entreprise de procéder au démontage complet de la charpente au moyen de cordages, le tronc étant ensuite débité en tronçons jusqu'au niveau du sol.

Toute autre proposition sur le traitement, la revalorisation et l'évacuation du bois (branchages, grumes, souches, embâcles, etc..) devra obtenir préalablement l'approbation du Maître d'œuvre.

Pendant la durée du chantier, en aval, l'entrepreneur installera un dispositif flottant capable de retenir tout corps flottant qu'il devra repêcher et évacuer. Le non-respect de ces dispositions entraînera la responsabilité de l'entrepreneur à l'égard des dégâts ou avaries causés à autrui, en particulier aux embarcations circulant sur la partie navigable située en aval du chantier et ouvrages de navigation.

L'entrepreneur devra prendre toutes les précautions utiles afin qu'aucun tronc, branchage ou objets divers ne soit emporté par le courant et devra repêcher immédiatement tout ce qui pourrait être entraîné par celui-ci.

Pour les berges qui risquent d'être déstabilisées lors d'abattage, un traitement particulier devra être fait. En effet, il pourra être demandé à l'entreprise de procéder à la dévitalisation chimique des souches, principalement pour des espèces à caractère drageonnant (peuplier, robinier...).

Sur les berges les produits de coupe devront être évacués chaque jour et au maximum une semaine après la fin de la période d'exécution de chaque bon de commande dans les zones de stockage.

### **1.2.3 - Abattage, élagage d'arbres**

- L'élagage des arbres implantés en bordure des canaux ou rivières.
- L'abattage des arbres penchés orientés vers la rivière/le canal risquant d'être emportés (ex : par une crue).
- Le débitage des résidus de taille, leur complète évacuation et leur stockage en un lieu approuvé ou désigné par le Maître d'œuvre.
- Le broyage des branchages, l'évacuation des produits et leur stockage en un lieu approuvé ou désigné par le Maître d'œuvre.

Les arbres à éliminer sont désignés par une marque apposée par le maître d'œuvre qui précisera dans le même temps, en vue de l'application des prix du bordereau, leur calibre.

Pour les arbres abattus, la souche sera arasée (au niveau du sol).

La végétation arborescente (arbres de diamètre > 15 cm) fera l'objet d'un tronçonnage sélectif ; les souches seront dans tous les cas conservées et jamais arrachées.

Cette opération concernera uniquement les arbres formant un obstacle à l'écoulement des eaux ou menaçant la stabilité de la berge.

L'enlèvement de la végétation arborescente sera donc réduit au minimum. Chaque fois que cela sera possible, il sera donné la préférence à l'élagage.

Après abattage ou élagage, le titulaire du lot acheminera les produits vers un lieu de son choix.

Toute proposition sur le traitement, la valorisation et l'évacuation du bois (branchages, grumes, souches, embâcles, etc,...) devra obtenir préalablement l'approbation du Maître d'œuvre.

Le but étant d'obtenir une bonne répartition des arbres dans l'espace, avec une répartition équilibrée des âges, des formes, une densité intéressante et une diversité des espèces, l'élagage sera fait dans les règles de l'art et en respect du développement futur de l'arbre.

Les branches basses pouvant faire obstacle à l'écoulement des eaux seront élaguées (branches en surplomb du cours d'eau ainsi que les branches inclinées sur l'eau et risquent de faire basculer l'arbre). On ne relèvera pas trop la couronne des arbres pour éviter le développement des gourmands.

Les grosses branches ne seront coupées que pour alléger des arbres très inclinés et favoriser un redressement du port de l'arbre repéré. Si de telles coupes doivent être effectuées, on pratiquera d'abord un allègement pour éviter une cassure de la branche sous son poids pendant la coupe et une déchirure de l'écorce du tronc.

En cas d'escalade de l'arbre, les griffes seront désinfectées.

La coupe sera faite dans les règles de l'art, en respectant le col de la branche pour permettre la formation d'un bourrelet de cicatrisation. Les coupes seront franches et exécutées avec des engins bien affûtés.

Une sélection sera effectuée sur les cépées trop fournies pour les alléger.

Les coupes seront faites au ras du sol, parallèlement à la pente de la berge.

En aucun cas, on ne réalisera l'élagage à l'épareuse ou au godet de pelle.

#### **1.2.4- Mise à blanc d'un secteur prédéfini**

La mise à blanc sur un secteur prédéfini consistera à l'abattage de tous les arbres quelle que-soit leur taille, au débroussaillage et à l'évacuation de tous les végétaux et résidus valorisés ou broyés sur site.

#### **1.2.5 - Enlèvement de souches**

Pour les arbres déracinés une fois que la grume sera séparée de la souche, deux possibilités :

1. La souche est suffisamment enracinée pour ne pas être emportée lors de la crue et son dessouchage déstabiliserait la berge : dans ce cas la souche sera remise en place (ex : à l'aide d'un treuil),

2. La souche est complètement désolidarisée du sol et risquerait d'être emportée lors de la crue : dans ce cas, il devra être procédé à l'enlèvement et à l'évacuation de la souche ainsi qu'à la remise en état du terrain.

Afin d'éviter qu'une souche ou une cépée « pourrisse », on effectuera une coupe un peu inclinée pour éviter l'accumulation d'eau en surface.

### **1.2.6- Essouchage de souches**

On procédera dans certaines conditions à un essouchage des arbres abattus. Cet essouchage devra être effectué à une profondeur de minimum 40cm à l'aide d'une grignoteuse. Les reliquats du grignotage serviront à combler le trou laissé suite à cette opération avec un apport de terre végétale, soigneusement compactée.

Dans le cas où l'entreprise souhaite utiliser une autre méthode d'essouchage (dent Becker, carottage ...) elle devra faire valider par écrit cette méthode auprès du représentant du maître d'œuvre.

### **1.2.7 - Enlèvement d'embâcles su la voie d'eau**

- L'enlèvement des bois susceptibles d'être emportés et pouvant créer des dommages aux ouvrages de navigation (barrages, écluses) et aux bateaux.
- L'enlèvement des embâcles et encombrants obstruant le canal /la rivière ou susceptibles de gêner l'écoulement.

Les travaux à effectuer consistent également à enlever tous les embâcles et encombrants (situés sur les ouvrages de navigation, piles de pont, embouchures de bras non navigué, amas d'arbres tombés dans l'eau, ou encore d'encombrants dans l'eau ou sur les berges...) obstruant partiellement ou totalement les canaux ou rivières et pouvant gêner l'écoulement des eaux, l'exploitation des ouvrages, la navigation.

L'entrepreneur devra procéder à l'enlèvement de tous les embâcles, y compris ceux accumulés au niveau des piles de pont.

Ces travaux seront, suivant les circonstances, exécutés soit au moyen d'engins stationnés sur les berges, soit à l'aide de matériels flottants.

## **Chapitre 2 : Modalités générales d'exécution**

### **Article 2.1 : Conditions générales d'exécution**

Les travaux seront exécutés conformément aux conditions techniques, normes et règlements, ainsi qu'aux lois, arrêtés, circulaires ministériels en vigueur à la date d'exécution des travaux. Tout spécialement, les règles de sécurité inhérentes à la profession forestière seront appliquées avec la plus grande vigueur. La mise en œuvre des matériaux et produits et leur préparation devront être effectuées suivant les règles de l'art et les dispositions du présent CCTP, le cas échéant.

Les documents graphiques fournis ne doivent être considérés que comme des guides qui ne sauraient être appliqués sans discernement.



Pour les détails et les modifications qu'il jugerait bon d'apporter au cours des travaux, l'entrepreneur devra préciser les raisons qui les lui font apporter.

Aucune modification ne pourra être apportée sans autorisation du Maître d'œuvre.

Les entreprises auront à marquer les arbres pour lesquels elles hésitent dans le choix de l'intervention à opérer. Lors des visites de suivi de chantier du maître d'œuvre, celui-ci prendra la décision du type de travaux à exécuter en recollement, ou de marquer ces arbres comme étant à surveiller lors des entretiens ultérieurs.

Conformément à son acte d'engagement, l'entrepreneur donnera la composition de l'équipe permanente chargée de la réalisation des travaux en précisant le nombre de personnes et leur qualification et leur expérience en matière de travaux sur la végétation et de travaux en rivière. L'entrepreneur devra désigner le chef d'équipe compétent présent en permanence pendant toute la durée des travaux. Celui-ci sera son représentant et c'est à lui que seront donnés, à tout moment, par le maître d'œuvre, les consignes et ordres de service relatifs à la conduite des opérations.

L'entrepreneur devra préciser plus particulièrement les compétences et l'expérience de ce chef d'équipe.

## **Article 2.2 : Responsabilité de l'entrepreneur**

L'entrepreneur sera tenu de prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et des biens lors de l'exécution de ses prestations.

La responsabilité de l'entrepreneur sera pleinement engagée pour tout dommage induit par la présence prolongée, sur le domaine public, de produits de coupe indésirables, ainsi que par la chute de branchages coupés et oubliés dans les arbres.

Si de quelconques dommages affectant équipements et plantations en place devaient survenir du fait ou indépendamment de son activité, l'entrepreneur sera tenu d'en informer le Maître d'œuvre dans les plus brefs délais et de prendre toutes mesures immédiates pour sauvegarder la sécurité du public et la conservation des biens.

En cas de dommage sur des ouvrages, la responsabilité de l'entrepreneur sera engagée et le coût de ces travaux sera assuré par lui, sauf :

- en cas d'événement naturel exceptionnel :
  - crue décennale ou supérieure,
  - incendie dont il n'est pas responsable,
  - glissement de terrain provenant d'une zone extérieure à l'ouvrage ;
- en cas de vandalisme, de vol ou de matériaux constitutifs de l'ouvrage ;
- en cas de modification, destruction partielle ou totale de l'ouvrage engagées par le Maître d'œuvre.

L'entrepreneur veillera par toutes les mesures appropriées à ne pas entraîner de désordres ou de nuisances préjudiciables aux ouvrages publics et particuliers, aux propriétés riveraines, au fonctionnement écologique et hydraulique du cours d'eau. Il s'agit principalement :

- D'éviter toute dégradation des berges et toute action ayant pour effet de nuire à leur stabilité ;
- D'éviter tout grossissement des embâcles et des atterrissements en aval de la zone d'intervention ;
- De s'interdire tout déversement polluant en rivière ou dans la nappe alluviale (hydrocarbures, huiles, etc.) ;
- De procéder au nettoyage et à la remise en état des chantiers et des accès avant réception ;
- De préserver les cultures présentes en bord de berges et d'accès ;

- D'éviter toute dégradation des bâtiments, des ouvrages ou des infrastructures bordant les voies fluviales ;
- D'empêcher toute propagation des feux.

En cas de dégradations, l'entrepreneur indemniserà à ses frais les dommages occasionnés. Aucun recours contre le maître d'ouvrage ne pourra être engagé.

### **Article 2.3 : Représentant de l'entreprise**

Pour assurer la conduite du chantier, l'entreprise désignera un représentant qui, autant que possible, sera le même pendant toute la durée des travaux. Ce représentant sera suppléé de sorte qu'aucune opération ne puisse être retardée ou suspendue du fait de son absence. S'il ne remplit pas sa mission de manière satisfaisante, le Maître d'œuvre pourra demander son remplacement, l'entrepreneur devant satisfaire cette demande.

### **Article 2.4 : Etat et connaissance des lieux**

L'entrepreneur est réputé avoir vu les lieux et s'être rendu compte de leur situation, de l'importance et de la nature des travaux à effectuer, et de toutes les difficultés et sujétions pouvant résulter de leur exécution.

### **Article 2.5 : Sécurité**

La législation du travail sera strictement respectée.

On veillera au respect des consignes de sécurité relatives à chaque opération, en particulier au niveau :

- Des protections individuelles : casques, chaussures, gants, baudriers, gilets de sauvetage, ceinture de sécurité, cordes d'escalade, estropies... ;
- De l'équipement : cordes en bon état, pour le halage et l'encordement des hommes ;
- Du matériel mécanique en état de marche, organes de sécurité opérationnels agréés par les organismes ;
- De l'installation et du fonctionnement des treuils et systèmes d'accrochage conformes aux règles de l'art.

On ne procédera à aucune manipulation de carburant ou d'huile (vidange, plein...) sur les berges ou sur les atterrissements.

La présence ou la manœuvre d'engins sur la voie publique sera correctement signalée.

Tout manquement aux règles de sécurité pourra entraîner une exclusion ou une résiliation du marché aux torts de l'entreprise.

L'entrepreneur devra disposer, en fonction de ses chantiers, d'un matériel de sauvetage adapté à ses chantiers comprenant au moins une barque équipée d'une paire de rames, d'une gaffe, d'une bouée de sauvetage équipée d'une ligne de jet.

L'entrepreneur effectuera une inspection préalable commune et participera à la rédaction du Plan de Prévention avec le Maître d'œuvre ou son représentant.

L'attention est attirée sur les différents risques dont l'entrepreneur devra se prémunir sur les différents sites, à savoir (liste non exhaustive) : risques de chute à l'eau, risques de chute en hauteur (plus de 3 mètres), risques liés à l'accès aux ouvrages, passage des usagers de la voie d'eau (pêcheurs, randonneurs, plaisanciers, marinières, agents du service...).

### **2.5.1 : Préservation des réseaux**

L'entrepreneur devra s'assurer, avant tout commencement d'exécution des travaux, que les divers réseaux aériens ne risquent aucune détérioration du fait des travaux d'élagage à entreprendre.

L'entrepreneur est également tenu de connaître l'existence des réseaux aériens ou souterrains (EDF, GDF, eau, Télécom....) et de mettre en œuvre les moyens nécessaires à leur préservation et à toutes mesures de restriction ou de consignation.

### **2.5.2 : Préservation des riverains**

L'entrepreneur prendra toutes dispositions pour éviter l'entrée dans les propriétés riveraines et devra exécuter les travaux d'élagage de telle manière que les propriétés riveraines n'aient à subir aucun dommage.

Dans le cas où malgré les précautions prises, des dommages seraient subis par un ou plusieurs riverains, le montant des dégâts serait à la charge exclusive de l'entrepreneur.

### **2.5.3 : Préservation des usagers de la voie d'eau**

Une signalisation réglementaire sera mise en place par le titulaire du lot.

L'entrepreneur devra organiser son chantier d'élagage de telle manière que les usagers des voies circulées n'aient à subir aucun dommage du fait des travaux. En aucun cas, la circulation des bateaux ne devra être interrompue.

Tous travaux risquant d'engager la largeur des chenaux ou canaux de navigation sont interdits sans l'accord du Maître d'œuvre ou de son représentant.

### **2.5.4 : Interventions sur sites à risques**

Sont considérés comme sites à risques, les sites à proximité immédiate de réseaux électriques aériens, et/ou de propriétés privées, et/ou de perrés/talus et nécessitant des moyens techniques spécifiques.

### **2.5.5 : Engins de guerre rencontrés au cours des travaux**

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur le fait que des engins de guerre sont susceptibles de se trouver sur les lieux des travaux, que ce soit en site terrestre ou aquatique.

Si un engin de guerre est découvert ou repéré au cours des travaux, l'entrepreneur devra en informer sans délai le Service départemental de la protection civile à la préfecture du département concerné, qui assurera l'enlèvement des engins non explosés.

## **Article 2.6 : Moyens et matériels**

L'entrepreneur fournira le matériel de tronçonnage et d'ébranchage (élévateur à nacelle, système à rotor, lamier, tronçonneuse, taille haies d'élagage\*), d'enlèvement de souches (rogneuse, croque souche\*) de broyage (broyeuse\*), de tirage (tracteur, treuil et câbles, palans\*), le matériel de manutention, de chargement et d'excavation (grues, pelles\*), de transports (camions, remorques, pontons, barges, pousseurs\*), les carburants, l'outillage divers (sécateur, scie, cisaille, élagueur, ébrancheur, échenilloir sur perche télescopique, élingueur\*) et la main d'œuvre nécessaire à l'exécution des travaux.

L'entrepreneur devra utiliser l'outillage et le matériel les mieux adaptés tant à la bonne exécution des prestations à effectuer qu'à la sécurité de son personnel et des tiers, ainsi qu'à la sauvegarde de l'environnement.

Les outils de coupe seront correctement affûtés et désinfectés avant chaque intervention afin de limiter les risques de déchirures et de propagation parasitaire.

*\*liste non exhaustive*

## **Article 2.7 : Accès**

L'accès de l'entreprise à partir du réseau routier public devra être soigneusement étudié par l'entrepreneur pour préserver les biens des riverains et l'état des viabilités des voies empruntées. L'entrepreneur devra obtenir toutes autorisations privées ou publiques nécessaires. De plus, l'entrepreneur est réputé avoir effectué une reconnaissance précise sur place des chemins, de leur état et de leur aptitude à supporter le passage de ses matériels.

L'entrepreneur doit impérativement les remettre dans leur état initial de viabilité et d'aménagement dès la fin de leur utilisation par ses matériels.

L'accès est autorisé uniquement aux personnes en charge de l'entretien et aux engins nécessaires mandatés par le maître d'ouvrage. Elle ne s'applique pas aux terrains bâtis ou clos de murs ainsi qu'aux jardins attenants aux habitations pour le passage des engins.

L'accès aux berges se fera par les cheminements existants.

Le matériel proposé devra être validé par le représentant du maître d'ouvrage avant le commencement des travaux.

**Nota:**

**Les chemins non stabilisés seront limités au matériel roulant inférieur à 3, 5 tonnes de PTAC.**

**Les chemins stabilisés seront limités au matériel roulant inférieur à 15 tonnes de PTAC.**

## **Article 2.8 : Emplacements mis à la disposition de l'entreprise**

Les emplacements servant de zones ou lieu de stockage avant évacuation (sur demande du Maître d'œuvre) ou traitement (sur demande du Maître d'œuvre) seront indiqués à l'entrepreneur à chaque émission d'un bon de commande.

## **Article 2.9 : Évacuation des produits bois**

Tous les produits d'élagage seront enlevés et transportés par l'entrepreneur en vue de leur valorisation ou en décharge (avec accord du Maître d'œuvre).

Un broyage sur place est possible si les produits obtenus sont bénéfiques à l'environnement (avec accord du Maître d'œuvre).

## **Article 2.10 : Brûlage et broyage**

**Le brûlage est interdit.**

Les rémanents, les résidus de taille et d'élagage seront évacués et/ou broyés mécaniquement par une débroussailleuse munie d'un couteau broyeur et/ou, si les accès le permettent, par un gyro-broyeur. Et/ou tout autre dispositif de l'entrepreneur.

Les résidus de broyage laissés sur place devront être suffisamment fins pour ne pas constituer de bouchons en cas de crues

L'entrepreneur est responsable de l'évacuation du bois.

### ***Article 2.11 : Propreté et nettoyage du chantier***

L'entreprise sera tenue d'assurer la propreté de son chantier. Le bois et les branchages seront débités et éventuellement rangés proprement au rythme des travaux avant d'être enlevés et évacués.

L'entreprise devra avoir le matériel et le personnel nécessaires pour le nettoyage des chaussées revêtues chaque fois que cela est nécessaire, et pour assurer la sécurité de la circulation routière.

En tout état de cause, l'entreprise restera seule responsable des accidents pouvant survenir en cas de défaut ou insuffisance de nettoyage, et pour tout défaut de signalisation.

Les zones d'intervention seront soigneusement nettoyées le jour même, les moyens et les techniques mis en œuvre devant tenir compte de cette obligation. En cas de manquement, le Maître d'Œuvre se substituera sans préavis, à l'entreprise par mesure de sécurité publique. Les frais de balayage, rangement ou d'évacuation seront à la charge de l'entrepreneur et l'Administration aura la faculté, sans formalité, de déduire ces dépenses des sommes dues à l'entrepreneur. Cette intervention de l'Administration ne dégagera pas l'entrepreneur de sa responsabilité envers les tiers.

### ***Article 2.12 : Programmation des travaux et disponibilité de l'entreprise***

#### **2.12.1 : Modalité de commande des travaux**

Les travaux feront l'objet de bons de commande précisant leur localisation, leur consistance et leur délai d'exécution.

#### **2.12.2 : Date d'intervention et délai d'exécution**

La date d'intervention et le délai d'exécution seront fixés par le Maître d'œuvre dans chaque bon de commande.

#### **2.12.3 : Respect du délai d'exécution**

L'entrepreneur sera tenu de respecter les délais fixés dans chaque bon de commande pour l'exécution des travaux. Il appartient au titulaire de définir les moyens et les matériels nécessaires pour la réalisation du chantier dans les délais impartis.

#### **2.12.4 : Réunions**

Une réunion pourra avoir lieu sur convocation du Maître d'œuvre ou de son représentant, avant le démarrage des travaux.

Pendant la réalisation des travaux, des réunions de chantier seront programmées en fonction de la masse et de l'implantation des travaux.

### **2.12.5 : Compte-rendu des interventions**

L'entrepreneur tiendra le Maître d'œuvre informé du démarrage et de la fin des travaux, ainsi que des interruptions éventuelles qui devront être dûment justifiées dans le cas où elles impliqueraient un report de la date de fin de travaux initialement prévue.

En outre, l'entrepreneur sera tenu de signaler dans les meilleurs délais, tout problème sanitaire ou autre qu'il serait amené à constater et qui pourrait nuire à la sécurité des personnes et des biens ou à la pérennité des végétaux. Ces observations seront, le cas échéant reportées sur un journal de chantier.

### **2.12.6 : Journal de chantier**

A la demande du Maître d'Œuvre, un journal de chantier sera ouvert. Tous les renseignements sur la marche du chantier et les événements constatés y seront consignés tels que :

- la nature et l'avancement du travail journalier
- les conditions atmosphériques journalières
- la qualification et le nombre d'ouvriers employés
- la nature et le nombre d'engins en fonctionnement ou en panne
- la durée et la cause des arrêts de chantier
- les accidents corporels éventuels
- les accidents sur réseaux, voies et domaines publics ou privés.

Ce journal sera à la disposition permanente du Maître d'Œuvre qui le visera et lui sera remis en fin de chantier.

### **2.12.7 : Réception des travaux**

Les travaux seront déclarés terminés par le maître d'œuvre après inspection détaillée des lieux confirmant que les instructions données pour l'exécution ont été prises en compte et que les travaux correspondants ont été menés à leur terme.

### ***Article 2.13 : Sujétions d'exécution liées à l'environnement***

Toute intervention d'élague ou de taille sur des végétaux dangereux ou mal placés se fera après avoir pris toutes les précautions utiles. L'ensemble des branchages ou des éléments de charpente ou de tronc seront descendus à la corde.

Les opérations d'élague et de taille comprendront implicitement les sujétions particulières liées au dégagement des équipements qu'il importe de préserver tels que mâts d'éclairage, caméras, supports de signalisation verticale etc.

### ***Article 2.14 : Sujétions résultant des contraintes de circulation ou d'exécution simultanée de travaux étrangers à l'entreprise***

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance de toutes les sujétions résultant d'une simultanéité avec d'autres travaux.

L'entrepreneur devra coordonner ses travaux en fonction des interventions des autres entreprises.

Ces sujétions ne donnent droit à aucune indemnisation de l'entrepreneur.

## **Article 2.15 : Contraintes particulières d'exécution**

Si nécessaire, au début de la période des travaux de chaque bon de commande, il pourra être établi contradictoirement un état des lieux, à la demande de l'entrepreneur ou du Maître d'œuvre.

Ce document indiquera toutes les déficiences constatées à la date de prise en charge des travaux par l'entrepreneur et prévaudra pour l'arbitrage de tout litige ultérieur.

L'entrepreneur sera tenu de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour n'occasionner aucun dégât sur les lieux d'intervention, que ce soit par les engins utilisés ou les résultantes directes des travaux (chute de branches etc...)

## **Article 2.16 - Clauses environnementales**

Le titulaire devra prendre toutes les mesures pour favoriser l'aspect développement durable et prévenir et ensuite limiter l'impact d'une pollution accidentelle.

Les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social. Le titulaire est tenu de produire un Schéma Organisation du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE). Le Plan de Respect de l'Environnement deviendra contractuel à la signature du marché.

Ces conditions sont les suivantes :

### **Nuisances :**

Les mesures destinées à réduire les nuisances imposées par le chantier sont exposées en détail par l'entrepreneur dans le mémoire justificatif de son offre ou le programme des travaux. Elles doivent être agréées par le maître d'ouvrage avant tout commencement d'exécution des travaux.

### **Gestion des déchets :**

- Les dépenses d'entretien des installations indiquées ci-dessus sont réputées rémunérées par le prix du marché de l'entreprise titulaire.
- Pour le nettoyage du chantier l'entreprise doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux: elle fera son affaire du dépôt des déchets.
- Le tri des déchets sera effectué de façon sélective. L'équipement sera adapté aux besoins du chantier.
- L'entreprise doit procéder à la protection de l'ouvrage ou des parties d'ouvrages déjà réalisés et au nettoyage, à la réparation et à la remise en état des installations qu'elle aura salies ou détériorées.